

L'IRM EST PRÊT À HÉBERGER UN « CENTRE CLIMAT » BELGE

Publié le 15 octobre 2020



par Christian Du Brulle

Jusqu'à 5 degrés supplémentaires de température moyenne annuelle. Une augmentation du nombre de vagues de chaleur. Et avec elles, une multiplication des périodes de sécheresse. Les prévisions climatiques de l'[Institut royal météorologique](#), pour la Belgique, d'ici l'année 2100, ne sont guère réjouissantes.

Un Institut météorologique qui propose des projections climatiques, n'est-ce pas surprenant? « Pas du tout. Notre '[Rapport climatique 2020](#)' rassemble les résultats les plus récents de nos observations climatologiques et de nos recherches sur le climat », explique Dr Daniel Gellens, directeur ad intérim de l'IRM.

« C'est la seconde fois en cinq ans que nous publions un tel rapport. Le premier a été rédigé dans la foulée du centenaire de notre Institut. Notre volonté est désormais de refaire le point tous les cinq ans, afin d'informer les scientifiques, les autorités et le grand public sur les dernières connaissances scientifiques en ce qui concerne le climat, observé et futur. »

+ 2,5 degrés en Belgique depuis le 19e siècle

Le nouveau rapport jette d'abord un regard sur le passé. Le réchauffement climatique y est clairement visible dans les observations de l'IRM depuis le milieu du 20e siècle. À Uccle, les six années les plus chaudes jamais recensées ont toutes été observées après 2005. Quant à l'augmentation moyenne de la température, pour 2019, elle est supérieure à 2,5°C par rapport à la

période 1850-1900.

Le rapport de l'IRM analyse ensuite les causes de ce réchauffement et propose une plongée dans les outils de modélisations météorologiques et climatiques utilisés. Des modèles qui sont notamment nourris des multiples observations météorologiques.

Enfin, les scientifiques de l'IRM se risquent aussi à formuler des prédictions à long terme. Des projections climatiques belges d'ici 2100. Dont les fameux 5 degrés supplémentaires, un des scénarios abordés parmi les plus pessimistes en ce qui concerne le réchauffement de notre planète.

Cinq instituts fédéraux et les universités du pays

« Au cours de ces dernières années, un besoin croissant d'informations et de services climatiques cohérents pour la Belgique s'est fait ressentir que ce soit dans un contexte social, de recherche ou politique, et en particulier en ce qui concerne le changement climatique attendu et ses conséquences », constate Daniel Gellens. « C'est pourquoi nous estimons que la mise sur pied d'un 'Centre Climat' au niveau belge s'impose. »

Un tel projet avait déjà été évoqué il y a deux ans. Mais les péripéties politiques de l'époque l'avaient mis au frigo. Le voici qui revient, à la faveur de la publication du « Rapport Climatique 2020 ».

Ce Centre Climat belge dépasserait de loin les seules expertises de l'IRM. Sa valeur ajoutée? « Il ferait le lien entre tous les projets ponctuels de recherches en lien avec le climat, qu'ils relèvent de l'IRM ou d'autres horizons, comme les universités », indique le directeur de l'Institut royal météorologique. « Il inclurait les trois établissements scientifiques fédéraux spatiaux (IRM, Observatoire royal et Institut d'aéronomie spatiale de Belgique), ainsi que l'Institut Royal des Sciences naturelles de Belgique et le Musée Royal de l'Afrique Centrale. »

« Les changements climatiques ont, en effet, un impact direct sur les sciences naturelles, la biodiversité, les maladies, les cycles naturels, sur les activités socio-économiques... Bien entendu, BELSPO, la Politique scientifique fédérale, serait aussi concernée. Enfin, ce Centre Climat comblerait également le fossé entre les recherches scientifiques et les utilisateurs. Il serait une source d'informations intégrées qui permettraient une meilleure planification à long terme pour tous les utilisateurs, qu'ils soient de simples citoyens, des assureurs, des industriels... », dit encore le docteur Gellens.

Dix millions de budget par an

Ce Centre Climat serait une structure ouverte qui pourrait prendre la forme d'une extension de l'IRM. « Il n'est pas nécessaire de créer un nouvel Établissement scientifique fédéral », estime Daniel Gellens.

Son budget annuel a été estimé à une dizaine de millions d'euros par an. De quoi le faire fonctionner, mais surtout lui permettre de mener des études, de commanditer des recherches ciblées, d'actualiser des recherches précédentes à la lumière des évolutions récentes, tout en étant à l'écoute des utilisateurs et en élaborant à leur intention des services utiles. Beau programme!